

MINISTERE DU BUDGET

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail- Justice- Solidarité

DIRECTION NATIONALE DU BUDGET

PROJET DE LOI DE FINANCES INITIALE 2020

Rapport de présentation

Novembre 2019

A. INTRODUCTION

Conformément à la lettre N°00283/MB/CAB du 01 mars 2019 de Monsieur le Ministre du Budget portant préparation du budget de l'Etat pour la période 2020-2022 et celle N°0386/CABP/ACCS/SP.P du 09 septembre 2019 de Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement relative à la préparation du projet de Loi de Finances pour 2020, suivie de sa lettre N°0440/CABP/AC-CS/SP-PM du 11 Septembre 2019 portant cadrage et orientations budgétaires du projet de Loi de Finances 2020, j'ai l'honneur de vous soumettre pour examen et approbation, le présent projet de Loi de Finances pour 2020.

Ce présent projet s'articule autour des points ci-après :

- I.** Le contexte, les hypothèses et les objectifs de la politique budgétaire 2020 ;
- II.** L'analyse de l'exécution du budget au 30 juin 2019 ;
- III.** Les chiffres clés et ratios caractéristiques du Projet de Loi de Finances 2020.

I-Contexte, hypothèses et objectifs de la politique budgétaire 2020

L'élaboration du projet de loi de finances 2020 intervient dans un contexte caractérisé par :

- la poursuite des efforts du Gouvernement dans la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) ;
- la volonté du Gouvernement de préserver les équilibres macroéconomiques tels que négociés avec le FMI dans le cadre du Programme Economique et Financier soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) ;
- l'application à l'ensemble des Ministères et Institutions de la programmation budgétaire pluriannuelle suivant l'approche du Cadre des Dépenses à Moyen Terme Sectoriel ;
- le bouclage du financement et l'accélération des travaux d'aménagement du projet hydroélectrique de Souapiti ;
- la prise en compte des recommandations issues du Débat d'Orientation Budgétaire, organisé les 02 et 03 Juillet 2019 à l'Assemblée Nationale avec la participation des acteurs des secteurs privés et la société civile ;
- la mise en œuvre des réformes relatives à la transparence budgétaire, la mobilisation et la sécurisation des recettes, la rationalisation des dépenses publiques et l'orientation des interventions publiques vers des secteurs porteurs de croissance.
- la mise en application effective des dispositions novatrices contenues dans le nouveau cadre législatif et réglementaire des finances publiques (nomenclature budgétaire de l'Etat, Comité de Politique Budgétaire, Comité d'engagement, Rapports trimestriels d'exécution budgétaire, Plans d'engagement, CBMT, CDMT...) ;
- l'application de l'accord-cadre de financement de nos projets prioritaires convenu avec la République Populaire de Chine pour une enveloppe de 20 milliards de dollars US couvrant une période de 20 ans (2017-2036) ;
- la création de l'Agence Guinéenne de Financement du Logement (AGUIFIL) en vue de pérenniser le programme gouvernemental de construction de logements sociaux ;
- l'organisation des prochaines échéances électorales ;

Les objectifs spécifiques du budget initial 2020 portent sur :

- la stabilisation du niveau global des dépenses de fonctionnement à leur niveau de la Loi de Finances Rectificatives 2018 à l'exception des Ministères en charge de l'Agriculture, de la Santé et de l'Education dont le niveau de crédits budgétaires sont relevés de manière à se conformer aux engagements souscrits par la Guinée auprès des partenaires au développement ;
- le relèvement du niveau de crédits des dépenses régaliennes (Défense, Police, Justice et Administration du Territoire) en vue de garantir l'Etat de droit et la sécurité de nos concitoyens ;
- La promotion du développement à la base par l'application effective des transferts de compétences aux collectivités locales à travers la mise en place des fonds destinés au financement de leurs programmes annuels d'investissement (PAI) ;
- le maintien du déficit budgétaire et de l'endettement à un niveau raisonnable en pourcentage du PIB ;
- la recherche active de financements extérieurs sous forme de dons et de prêts concessionnels ;
- la consolidation et le renforcement des efforts de mobilisation accrue des ressources internes, notamment à travers la création du Guichet unique du commerce extérieur et le démarrage des activités de la Mission d'appui à la mobilisation des ressources internes (MAMRI) ;
- le renforcement de la déconcentration budgétaire et ;
- la poursuite de la mise en œuvre du plan de réformes des finances publiques.

Les grandes masses du PLF 2020 se résument ainsi qu'il suit :

Recettes totales :	21 706,2 Mds
Recettes hors Dons :	20 296,2 Mds
Dépenses :	26 730,7 Mds

Le besoin de financement à hauteur de **5 024,5 Mds**, est couvert par la différence entre des ressources de financement pour **7 363 Mds** et des charges de financement pour **2 337 Mds**.

II- L'ANALYSE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET AU 30 JUIN 2019 ET PROJECTION A FIN DECEMBRE 2019

Les projections budgétaires 2019 tablent sur un taux de croissance du PIB de 5,9%, un taux d'inflation (moyenne annuelle) de 8,6%, un taux de change de 9 824,7 GNF pour 1 Dollar US et un taux de pression fiscale de 13,7% du PIB.

En cohérence avec la politique monétaire, les objectifs de la politique budgétaire visent : (i) un déficit budgétaire de -2,4% du PIB, et un solde budgétaire de base de 0,9% du PIB ; (ii) un taux d'endettement raisonnable ne devant pas dépasser 45,5 % du PIB et le maintien du risque de surendettement à un niveau modéré dans le cadre d'une stratégie d'endettement de moyen terme ; (iii) un encadrement renforcé des recettes intérieures pour consolider progressivement la transition fiscale à l'horizon 2020, échéance de la mise en vigueur complète du TEC CEDEAO et (iv) une composition de la dépense en faveur des services de base et des investissements aptes à impulser la croissance.

Sur la base des tendances observées au cours du premier semestre, l'objectif de solde budgétaire de base est révisé à 0,6% du PIB, et des ajustements sont opérés dans les prévisions de recettes et de dépenses, en vue de préserver la stabilité macroéconomique.

Par rapport aux objectifs de la loi de finances initiale 2019, l'exécution budgétaire à fin juin se présente ainsi qu'il suit :

- Recettes	9 137,61 mds
- Dépenses	6 229,72 mds
- Ressources de financement	1 824,34 mds
- Charges de financement	3 691,41 mds

1- Recettes

L'exécution globale des recettes du budget de l'Etat suivant la situation communiquée par les régies au 30 juin 2019 se chiffre à 9 137, 61 Mds contre un objectif à fin juin 2019 de 9 522, 75 Mds, soit un taux d'exécution de 95,96%. Les recettes ainsi mobilisées se répartissent en recettes fiscales pour 8 265,45 Mds (90,46%), dons, legs et fonds de concours pour 275,43 Mds (3,01%) et les autres recettes pour 593,14 Mds (6,49%).

Sur la base des prises en charge comptable, le niveau global d'exécution des recettes se chiffre à 9 088,65 Mds.

Tableau 1 : Exécution globale des recettes à fin juin 2019 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2019	Situation à fin juin 2019			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
1 RECETTES FISCALES	17 040,36	8 100,51	8 265,45	102,04%	90,46%
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 425,71	810,66	275,43	33,98%	3,01%
3 AUTRES RECETTES	348,20	611,57	593,14	96,99%	6,49%
BAS	517,81	0,00	3,58	-	0,04%
Total général	19 332,08	9 522,75	9 137,61	95,96 %	100,00%

1.1 Recettes fiscales

Les recettes fiscales ont été réalisées à hauteur de 8 265,45 Mds contre une prévision semestrielle de 8 100,51 Mds soit un taux d'exécution de 102,04%. Rapporté à l'objectif annuel de 17 558,17 Mds, ce taux est de 47,07 %.

Ce niveau de réalisation porte sur les impôts sur les biens et services pour 4 430,96 Mds (53,61%), les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 2 023,34 Mds (24,48%) et les impôts sur les revenus, les bénéfiques et gains en capital pour 1 601,07 Mds (19,37%).

Le tableau ci-dessous indique les niveaux et taux d'exécution des recettes fiscales par catégorie.

Tableau 2 : Exécution des recettes fiscales à fin juin 2019 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2019	prévision fin juin 2019	Réalisation fin juin 2019	Taux	Part
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BÉNÉFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 939,79	1 630,52	1 601,07	98,19%	19,37%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	307,67	153,67	148,48	96,62%	1,80%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	85,58	47,73	37,64	78,85%	0,46%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	9 027,56	4 267,74	4 430,96	103,82%	53,61%
15 IMPÔTS SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	4 125,08	1 970,00	2 023,34	102,71%	24,48%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	72,49	30,85	23,96	77,69%	0,29%
TOTAL RECETTES FISCALES	17 558,17	8 100,51	8 265,45	102,04%	100,00%

Sources : Régies de recettes

1.2 Dons, Legs et Fonds de concours

Sur une prévision en Loi de finances 2019 de 1 425,71 Mds, il a été exécuté au titre des dons, legs et fonds de concours 275,43 Mds, soit 34,42%. Cette exécution concerne les dons affectés pour 157,73 Mds et les C2D pour 117,70 Mds.

Tableau 3 : Exécution globale des dons à fin juin 2019 en milliards de GNF

Libellés	LFI 2019	Situation à fin juin 2019			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 425,71	810,66	275,43	33,98%	100,00%
DONS AFFECTÉS	928,00	810,66	157,73	19,46%	57,27%
DONS BUDGÉTAIRES	497,71	0,00	0,00		0,00%
C2D	0,00	0,00	117,70		42,73%
Total général	1 425,71	810,66	275,43	33,98%	100,00%

1.3 Autres recettes

Les autres recettes ont été réalisées, au 30 juin 2019, à hauteur de 593,14 Mds sur une prévision semestrielle de 611,57 Mds, soit un taux d'exécution de 96,99%. Ce niveau de réalisation porte sur les recettes diverses pour 536,80 Mds, soit 90,50%, les ventes de biens et services pour 33,52 Mds (5,65%), revenu de la propriété pour 22,76 soit 3,84 % et les amendes, pénalités et confiscations pour 0,06 Mds (0,01%).

Le tableau ci-dessous présente les autres recettes par catégorie et taux d'exécution.

Tableau 4 : Exécution des Autres recettes à fin juin 2019 en milliards de GNF :

Libellés	LFI 2019	Prévision fin juin 2019	Réalisation fin juin 2019	Taux	Part
3 AUTRES RECETTES	348,20	611,57	593,14	96,99%	100,00%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	151,80	101,80	22,76	22,36%	3,84%
312 Dividendes	151,80	101,80	22,76	22,36%	3,84%
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	152,50	38,94	33,52	86,09%	5,65%
321 Ventes des établissements marchands	38,13	9,32	11,49	123,27%	1,94%
322 Droits et frais administratifs	112,49	29,62	21,73	73,38%	3,66%
323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	1,87	0,00	0,30		0,05%
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	10,60	0,15	0,06	42,94%	0,01%
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	10,60	0,15	0,06	42,94%	0,01%
35 RECETTES DIVERSES	33,30	470,69	536,80	114,04%	90,50%
351 Recettes diverses	33,30	470,69	536,80	114,04%	90,50%
Total général	348,20	611,57	593,14	96,99%	100,00%

Sources : TDB/DNTCP

Analyse de la réalisation des recettes par régie

Sur un objectif au 30 juin 2019 de 8 712,09 Mds, les régies financières ont mobilisé un montant de 8 856,77 Mds, soit un taux d'exécution de 101,66%.

Cette réalisation provient de la Direction Nationale des Impôts pour 3 878, 38 Mds (43,79%), de la Direction Générale des Douanes pour 4 018,14 Mds (45,37%) et de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique pour 960,25 Mds (10,84%).

– Direction Nationale des Impôts (DNI)

A fin juin 2019, la Direction Nationale des Impôts a réalisé un montant de 3 878,38 Mds sur un objectif de 4 091,35 Mds, soit un taux de mobilisation de 94,79% dégageant une moins-value de 5,21%.

La part de chaque nature de recettes est par ordre d'importance de 53,37% pour les impôts sur les biens et services ; 41,28% pour les impôts sur les revenus, les bénéfiques et gains en capital ; 3,83% pour les impôts sur les salaires et la main d'œuvre ; 0,97% pour les impôts sur le patrimoine et 0,62% pour les autres recettes fiscales.

Comparé à la prévision annuelle de 8 665,09 Mds, la DNI a réalisé au titre du premier semestre 2019 un taux de 44,76%.

– Direction Générale des Douanes (DGD)

Les recettes mobilisées par la Direction Générale des Douanes, à fin juin 2019, se chiffrent à 4 018,14 Mds contre une prévision de 3 675,78 Mds, soit un taux de réalisation de 109,31%. Ce niveau de mobilisation des recettes douanières porte sur les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 2 023,34 Mds et les impôts sur biens et services pour 1 994,79 Mds.

L'exécution des impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales représente 47,18% de l'ensemble des recettes mobilisées par la DGD. Elle porte principalement sur les

droits de douanes et autres droits à l'importation pour 1 520,85 Mds, soit 35,46% et les taxes à l'exportation pour 502,50 Mds, soit 11,72%.

En ce qui concerne les impôts sur biens et services, l'exécution représente 46,51% et porte sur les impôts généraux sur les biens et services pour 1 590,11 Mds (37,08%) et les accises pour 404,69 Mds (9,44%).

Comparé à l'objectif annuel de 7 461,34 Mds, la Direction Générale des Douanes a réalisé un taux de 53,85%.

– Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

A fin juin 2019, la Recette centrale du Trésor a mobilisé 960,25 Mds sur un objectif semestriel de 944,96 Mds, soit un niveau de réalisation de 101,62%. Cette réalisation concerne les recettes fiscales pour 367,11 Mds représentant 38,23% des recettes mobilisées par cette régie financière avec un taux d'exécution de 110,11% et les autres recettes pour 593,80 Mds constituant 61,77% du total de recettes, avec un taux d'exécution de 96,99%.

La performance enregistrée au niveau de cette régie est imputable aux plus-values constatées sur les recettes fiscales (33,72 Mds) atténuée par une légère moins-value enregistrée au niveau des autres recettes (18,43 Mds). Il est à signaler que l'exécution semestrielle des autres recettes (593,14 Mds) dépasse largement la prévision annuelle (348,20 Mds), suite à l'encaissement partiel du produit de la vente de la licence 4G ; recette non prévue en loi de finances initiale et imputée en recettes exceptionnelles (recettes diverses) pour un montant global de 412,44 Mds.

Les recettes fiscales collectées concernent essentiellement les taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des services.

L'exécution des Autres recettes concernent le revenu de la propriété pour 22,76 Mds, les ventes de biens et services pour 33,52 Mds, les amendes, pénalités et confiscations pour 0,06 Md et les recettes diverses pour 536,80 Mds.

2- Dépenses

L'exécution des dépenses y compris FINEX au 30 juin 2019 se chiffre à 6 229,72 Mds contre un objectif semestriel de 6 575,49 Mds soit un taux d'exécution de 94,74% dont 5 389,77 Mds sur ressources propres (86,52%) et 839,95 Mds sur financement extérieur (13,48%). Comparée à la LFI 2019 projetée à 22 312,13 Mds, cette exécution est de 27,92%.

L'exécution hors finex, base paiement, se chiffre à 5 389,77 Mds contre un objectif à fin juin de 6 575,49 Mds, soit 81,97%. Cette exécution concerne les dépenses courantes pour 5 276,24 Mds (97,89%) et les dépenses d'investissement pour 113,52 Mds (ressources propres) soit 2,11%.

Cependant, les dépenses engagées se sont établies à 6 986,59 Mds, soit 77,14 % par rapport aux dépenses payées hors finex.

Le niveau global d'exécution des dépenses, sur la base des prises en charge comptables y compris finex, se chiffre à 8 622,31 Mds.

Le tableau ci-dessous présente l'exécution des dépenses par titre.

Tableau 1: Exécution globale/grandes natures et phases de la dépense publique hors FINEX

Libellés	LFI	Modif	Crédits Actuels	Plan d'Engagement juin	Engagements		Paiements	
					juin	Taux	juin	Taux
Charges Financières de La Dette	1 001,62	0,00	1 002,92	414,94	32,69	79,58%	330,20	79,58%
Dépenses de Personnel	5 094,57	-0,95	5 093,62	2432,65	2 663,72	109,50%	2 037,42	83,75%
Dépenses de Biens Et Services	3 196,30	28,91	3 207,98	1045,01	1 426,68	136,52%	979,45	93,73%
Dépenses de Transfert	3 356,16	478,27	3 849,75	1388,61	2 318,28	166,95%	1 929,17	138,93 %
Dépenses d'Investissement	4 478,78	11,86	4 491,23	1294,28	545,23	42,13%	113,52	8,77%
TOTAL	17 127,43	518,08	17 645,51	6 575,49	6 986,59	106,25%	5 389,77	81,97%

a. Dépenses courantes

Au 30 juin 2019, sur un objectif de 5 281,21 Mds, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 5 276,25 Mds, soit un taux d'exécution de 99,91%. Rapportées aux crédits annuels de 12 648,65 Mds, le niveau d'exécution est de 41,71%. Cette exécution par titre se décompose ainsi qu'il suit :

Titre I : Charges financières de la dette

Sur un objectif semestriel du plan d'engagement de 414,94 Mds, les charges financières de la dette ont été payées à hauteur de 330,20 Mds, soit 79,58%. Rapporté à l'objectif annuel, le taux d'exécution est de 32,97%.

Cette exécution concerne les intérêts aux non-résidents pour 112,35 Mds et les intérêts aux résidents autres que les administrations publiques pour 217,85 Mds.

Titre II : Dépenses de personnel

Au titre des dépenses de personnel, il a été réalisé, au 30 juin 2019, un montant de 2 037,42 Mds (83,75%) sur un objectif de 2 432,65 Mds. Rapporté à l'objectif annuel de 5 094,57 Mds soit 40,00%. Cette exécution ne concerne que les salaires et traitements et se décompose ainsi qu'il suit :

Salaires et traitements en espèce.....1 730,42 Mds
Salaires et traitements en nature.....307,00 Mds.

Les salaires et traitements en espèce concernent les rémunérations du personnel pour 1 324,13 Mds, les indemnités pour 229,94 Mds et les primes pour 176,35 Mds.

Quant aux salaires et traitements en nature, elles se décomposent en habillements et uniformes pour 13,82 Mds et en produits alimentaires pour 293,18 Mds.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de personnel ont été exécutées pour un montant de 2 135,56 Mds.

Titre III : Dépenses de biens et services

Sur un objectif à fin juin 2019 de 1 045,01 Mds, il a été exécuté au titre des dépenses de biens et services un montant de 949,45 Mds, soit un taux d'exécution de 93,73% . Rapporté à l'objectif annuel de 3 196,30 Mds, ce taux d'exécution s'est établi à 29,70%.

Cette exécution des dépenses de biens et services se décompose comme suit :

- Fournitures de services..... 146,06 Mds ;
- Achat de carburants et lubrifiants.....98,69 Mds ;
- Frais de déplacement..... 130,36 Mds ;
- Frais de représentation et manifestation15,77 Mds ;
- Entretien et réparations.....14,10 Mds ;
- Consommation Eau, Electricité et Télécommunication.....37,73 Mds ;
- Achats de fournitures et biens courants.....9,80 Mds ;
- Achats de fournitures et biens spécifiques.....162,72 Mds ;
- Dépenses diverses364,44 Mds.

Titre IV : Dépenses de transfert

Les dépenses de transferts ont été exécutées à hauteur de 1 929,17 Mds sur un objectif à fin juin de 1 388,61 Mds dont 1 034,06 Mds pour les subventions accordées à la Société d'Electricité de Guinée (EDG) au-delà des crédits votés en loi de finances initiale, pour lesquels des mouvements ont été opérés, en vue d'une ratification en loi de finances rectificative. Ce titre a enregistré ainsi un taux d'exécution de 138,93% par rapport à l'objectif à fin juin et 132,57% par rapport à l'objectif de la loi de finances initiale.

L'exécution des dépenses de transferts se décompose ainsi qu'il suit :

- Transferts courants..... 1 446,20 Mds, soit 74,96 % ;
- Transferts aux ménages..... 419,05 Mds, soit 21,81% ;
- Transferts en capital..... 10,65 Mds, soit 0,55% ;
- Autres transferts.....53,26Mds, soit 2,76%.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de transferts se sont établies à 2 080,63 Mds. Par ailleurs, les dépenses engagées de la période se chiffrent à 2 318,28 Mds.

b. Dépenses d'investissement

L'exécution à fin juin des dépenses d'investissements publics y c FINEX se chiffre à 953,47 Mds contre une prévision de 1 294,28 Mds, soit un taux d'exécution de 73,67%. Cette exécution se décompose en financement sur ressources propres pour 113,52 Mds (11,91%) et en financement extérieur pour 839,95 Mds (88,09%).

Sur un objectif semestriel de 1 294,28 Mds, les investissements sur ressources propres se situent à 113,52 Mds soit un taux d'exécution de 8,77%. Cette exécution se décompose en immobilisations financières pour 28,40 Mds (2,19%) et en immobilisations non financières pour 85,12 Mds (6,58%).

3- SOLDE BUDGETAIRE

A fin juin 2019, le solde de base, s'est établi à 1 382,38 Mds soit 1,09% du PIB satisfaisant ainsi l'objectif plancher de 903,08 Mds (0,56% du PIB) du critère de réalisation quantitatif pertinent du programme soutenu par la facilité élargie de crédit du FMI, avec un dépassement de 479,3 Mds.

Le solde net de gestion s'est établi à 466,34 Mds contre un repère à fin juin de 258,59 dégageant un besoin de financement de 1 888,40 Mds pour la couverture des investissements.

3.1- Opération de financement

Le solde budgétaire ainsi obtenu a été financé par des ressources de financement de 1 824,34 Mds contre des charges de financement de 3 691,41 Mds.

3.2- Situation des ressources de financement

Les ressources de financement mobilisées au cours de la période se chiffrent à 1 824,34 Mds contre 1 201,41 Mds prévus. Cette réalisation se décompose en emprunts pour 1 631,95 Mds, en remboursement de prêts accordés pour 146,11 Mds.

Les souscriptions aux bons du trésor à fin juin 2019 se chiffrent à 1 166 Mds contre des remboursements de 1 568,00 Mds dont 1 468,14 Mds en principal et 99,86 Mds en intérêts.

3.3- Situation des charges de financement

Les charges de financement se chiffrent à 3 691,41 Mds représentant les remboursements du capital des emprunts pour 2 199,90 Mds dont 1 959,56 en remboursement d'emprunts intérieurs et 240,33 Mds en emprunts extérieurs.

Tableau 6 2: Situation des ressources et des charges de financement à fin juin 2019

LIBELLE	LFI 2019	prév juin2019	réal juin2019	Taux	Part
RESSOURCES DE FINANCEMENT	5 043,00	1 201,41	1 824,34	151,85%	100,00%
SOLDE BUDGETAIRE POSITIF					0,00%
CESSION D'ACTIFS	50,15	11,88	46,28		2,54%
EMPRUNTS	4 885,39	1 032,36	1 631,95	158,08%	89,45%
Emprunts Intérieurs	229,70	-159,70	410,31	-256,92%	22,49%
<i>dt Banques commerciales</i>	<i>229,70</i>	<i>-159,70</i>	<i>410,31</i>	<i>-256,92%</i>	<i>22,49%</i>
Emprunts Extérieurs	4 655,69	1 192,06	1 221,64		66,96%
REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES	107,45	157,17	146,11	92,96%	8,01%
Remboursements de prêts par des Etablissements publics administratifs (EPA)	0,00	0,00	20,69		1,13%
Remboursements de prêts par des entreprises	0,66	0,00	20,69		1,13%
Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	106,80	157,17	125,42	79,80%	6,87%
CHARGES DE FINANCEMENT	5 043,00	2 018,46	3 691,41	182,88%	73,20%
SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF	50,15				
REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	4 885,39	1 403,80	2 199,90	156,71%	43,62%

Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	229,70	1 050,77	1 959,56	186,49%	38,86%
<i>dt Banque Centrale</i>	229,70	142,00	-258,64		-5,13%
Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	4 655,69	353,03	240,33	68,08%	4,77%
RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,00				0,00%
PRETS ACCORDES	107,45	614,66	1 491,52		29,58%
Autres comptes à payer (Restes à payer)	106,80	614,66	1 491,52		29,58%
Principaux agrégats et soldes					
Solde de base	1 171,74	903,08	1 382,38	153,07%	117,98%
Solde de base % PIB	0,71%	0,56%	1,09%	192,76%	0,00%
PIB	126 988,00	126 988,00	126 988,00	100,00%	10837,59%
Taux de change USD	9 814,96	9 814,96	9814,96	100,00%	8,3764233
Pression Fiscale yc Dons	15,30%	6,39%	7,16%	111,93%	0,01%
Pression Fiscale hors Dons	13,89%	5,27%	6,57%	124,49%	0,01%

GRANDES MASSES DU PROJET DE LOI DE FINANCES INITIALES 2020

Le projet de Loi de Finances Initiale 2020 a pour but de fixer les objectifs budgétaires de l'exercice conformément à l'évolution récente du cadre macro-économique afin d'assurer une exécution budgétaire en lien avec les objectifs de la politique budgétaire du Gouvernement.

Les projections budgétaires pour 2020, tant au niveau des recettes, des dépenses que du financement tablent sur un taux de croissance économique de 6,3% du PIB, un taux d'inflation moyen de 8,3% du PIB, un taux de pression fiscale de 13,5% ainsi que des réserves de la BCRG à un niveau adéquat de trois mois d'importations et une stabilisation du taux de change à 9 225,3 GNF pour 1 Dollar.

Les grandes masses du projet de Loi de Finances Initiale pour 2020 se présentent ainsi qu'il suit :

Tableau n°7 : Grandes masses PLF 2020

Rubriques	LFR 2019	PLF 2020
Recettes	19 344,7	21 706,2
<i>Recettes fiscales</i>	16 747,5	18 948,4
<i>Recettes fiscales/PIB</i>	13,34%	12,98%
<i>Autres recettes</i>	1 195,2	567,7
<i>Dons, legs et fonds de concours</i>	1 402,0	1 410,0
<i>Recettes hors dons</i>	17 942,7	20 296,2
<i>Recettes hors dons/PIB</i>	15,40%	13,91%
BAS	472,0	780
Dépenses Totales	22 749,8	26 730,7

Dépenses totales/PIB	18,11%	18,31%
Dépenses courantes	14 189,7	16 191,2
Dépenses courantes/PIB	11,30%	11,09%
Dépenses courantes/Dépenses totales	62,37%	60,57%
Dépenses d'investissement hors BAS	8 560,1	9 478,1
Dépenses d'investissement hors BAS/PIB	6,82%	6,49%
Dépenses d'investissement /Dépenses totales	37,63%	37,48%
Dépenses d'investissement sur fin. Interne	3 492,1	2 636,1
Dépenses d'investi sur fin. Interne/Dépenses d'investi	40,80%	26,31%
Dépenses d'investi sur FINEX	5 068,0	6 842,0
Dépenses d'investi sur FINEX/Dépenses d'investi hors BAS	59,20%	68,29%
Solde de base	1 662,9	922,3
Solde de base en % du PIB	1,32%	0,63%
PIB	125 588,6	145 951,0

1. Recettes

Les recettes résumées dans le tableau n°8 ci-dessous, sont estimées à GNF 21 706,2 Mds contre une prévision dans la LFR 2019 de GNF 19 816,7 Mds, soit une augmentation de GNF 1 889,5 mds (9,53%).

Tableau 8 : Recettes totales du PLF 2020 en milliards de GNF

Libellé	PLFR 2019	Modification	PLF 2020	Taux d'accroissement
RECETTES FISCALES	16 747,5	2 200,9	18 948,4	13,14%
DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 402,0	8,0	1 410,0	0,57%
AUTRES RECETTES	1 195,2	-627,5	567,7	-52,50%
BAS	472,0	308,1	780,1	65,28%
TOTAL	19 816,7	1 889,5	21 706,2	9,53%

Le tableau ci-dessus indique que les recettes fiscales et les dons, legs et fonds de concours augmentent respectivement de GNF 2 200,9 mds (13,14%) et GNF 8 mds (0,57%) dans le projet de Loi de Finances Initiale 2020 par rapport au budget révisé 2019. Quant aux autres recettes, elles baissent de 627,5 Mds par rapport à la LFR 2019.

Cette augmentation des recettes fiscales est imputable essentiellement aux impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital pour 565,4 Mds, les impôts sur les salaires et la main d'œuvre pour 62,5 Mds, les impôts sur les biens et services de 1 069,3 Mds, les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 451,5 mds, les autres recettes fiscales pour 10,4 Mds et les impôts sur le patrimoine pour 41,9 Mds.

Quant aux dons, legs et fonds de concours, l'augmentation constatée porte sur les dons projets et programmes pour 43 Mds, avec une baisse des appuis budgétaires pour GNF 35 Mds.

En ce qui concerne les autres recettes, la baisse de 627,5 Mds est due à la diminution des recettes diverses pour 846,0 Mds, de la vente des biens et services pour 17,1 Mds, atténuée par une augmentation des recettes sur le revenu de la propriété pour 235 Mds et les amendes, pénalités et confiscations pour 0,9 Mds.

Les prévisions de recettes des régies financières se présentent ainsi qu'il suit par rapport à la loi de finances rectificative 2019 :

- Direction Nationale des Impôts : 9 464,61 Mds contre 7 892,36 mds dans la LFR 2019 (19,9%) ;
- Direction Nationale du Trésor et de la comptabilité publique : 1 660,34 mds contre 2 103,16 mds (-21%) en LFR 2019 ;
- Direction Générale des Douanes hors RER : 8 088,86 mds contre 7 647,15 mds (5,8%) en LFR 2019.

PM : RER 302,3 mds contre 300 mds en LFR 2019.

2. Dépenses

Les dépenses résumées dans le tableau ci-dessous, sont évaluées à GNF 26 730,7 Mds contre une prévision dans la Loi de Finances Rectificative 2019 de GNF 23 222,0 Mds, soit une augmentation de GNF 3 508,7 Mds (15,11%). Rapportées au PIB, les dépenses se sont maintenues à 18,31 %.

Tableau 9 : projection des dépenses par nature en milliards de GNF

Libellé	LFR 2019	MODIFICATION	PLF 2020	Taux d'accroissement
Dépenses	23 222,0	3 508,7	26 730,7	15,11%
Dépenses courantes	14 189,7	2 282,8	16 472,6	16,09%
- Charges financières de la dette	966,6	187,4	1 154,0	19,39%
- Dépenses de personnel	5 131,9	981,6	6 113,5	19,13%
- Dépenses de biens et services	3 442,2	543,0	3 940,7	14,48%
- Dépenses de transfert	4 649,0	570,8	5 264,4	13,24%
Dépenses d'investissement	8 560,3	917,8	9 478,1	10,72%
- immobilisations non financières	8 397,5	954,6	9 352,1	11,37%
- Immobilisations financières	162,8	-36,8	126,0	-22,60%
BAS	472,0	308,1	780	65,25%

2.1. Ventilation des dépenses par nature économique

La ventilation des dépenses par nature économique se présente dans le tableau n°10 ainsi qu'il suit :

Tableau 10 : projection des dépenses par nature en milliards de GNF

NATURE DEPENSES	LFR 2019	PLF 2020	Ecart	Taux d'accroissement	Part
Dépenses courantes	14 189,7	16 472,6	2 282,9	16,09%	61,6%
Charges financières de la dette	966,6	1 154,0	187,4	19,39%	7,0%
<i>Intérêt dette intérieure</i>	<i>251,0</i>	<i>849,0</i>	<i>598,0</i>	<i>238,25%</i>	73,6%
<i>Intérêt dette extérieure</i>	<i>715,6</i>	<i>305,0</i>	<i>-410,6</i>	<i>-57,38%</i>	26,4%
Dépenses de personnel	5 131,9	6 113,5	981,6	19,13%	37,1%
Dépenses de biens et services	3 442,2	3 940,7	498,5	14,48%	23,9%
<i>dont Redevance Entretien Routier</i>	<i>300,0</i>	<i>302,3</i>	<i>2,3</i>	<i>0,77%</i>	<i>7,7%</i>
Dépenses de transfert	4 649,0	5 264,4	615,4	13,24%	32,0%
<i>dont EDG</i>	<i>2 157,0</i>	<i>2 401,0</i>	<i>244,0</i>	<i>11,31%</i>	45,6%
Dépenses d'investissement	8 560,2	9 478,1	917,9	10,72%	35,5%
Immobilisation non financières	8 397,4	9 352,1	954,7	11,37%	98,7%
Immobilisations financières	162,8	126,0	-36,8	-22,60%	1,3%
BAS	472,0	780,0	308,0	65,25%	8,2%
Dépenses hors FINEX	17 681,9	19 888,7	2 206,8	12,48%	74,4%
Dépenses sur FINEX	5 068,0	6 842,0	1 774,0	35,00%	25,6%
Dépenses YC FINEX	23 221,9	26 730,7	3 508,8	15,11%	

L'augmentation des dépenses de 3 508,8 Mds par rapport à la LFR 2019 est imputable à la hausse des dépenses courantes pour 2 282,9 Mds (16,09%), des dépenses d'investissement pour 917,9 Mds (10,72%) et les budgets d'affectation spéciale pour 308,0 Mds (65,25%).

a. Dépenses courantes

Au niveau des dépenses courantes, l'augmentation porte sur les dépenses de personnel pour 981,6 Mds, les dépenses de biens et services pour 498,5 Mds, les charges financières de la dette pour 187,4 Mds et les dépenses de transfert pour 615,4 Mds.

- **Charges financières de la dette**

Au titre des charges financières de la dette, les projections pour 2020 sont chiffrées à 1 154 Mds contre une prévision de la LFR 2019 de 966,6 Mds, soit une hausse de 187,4 mds (19,39%). La part des charges financières de la dette dans les dépenses courantes est de 7% et se décomposent en intérêts aux résidents autres que les administrations publiques pour 849 mds (73,6 %) et aux non-résidents pour 305 Mds (26,4%).

- **Dépenses de personnel**

Les dépenses de personnel sont évaluées à 6 113,5 Mds contre 5 131,9 Mds dans la loi de finances rectificative 2019, soit une augmentation de 981,6 Mds (19,13%). Cet accroissement

prend en compte le recrutement de nouveaux fonctionnaires envisagé par le Gouvernement et du glissement catégoriel.

Les salaires et traitements en espèce se chiffrent à 5 398,5 Mds contre 4 420,7 Mds en LFR 2019, soit une augmentation de 977,8 Mds (22,1%). Quant aux salaires et traitements en nature, ils sont évalués à 684,9 Mds contre 602,3 Mds en LFR 2019, soit une augmentation de 82,57 Mds (13,7%). Cette hausse concerne uniquement les produits alimentaires et les habillements et uniformes.

Concernant les cotisations sociales, elles sont évaluées à 29,9 Mds contre 108,9 Mds en LFR 2019, soit une baisse de 78,89 Mds.

La part des dépenses de personnel dans les dépenses courantes se situe à 37,1%. Rapportées aux recettes fiscales, elles passent de 30,64 % à 31,86% en PLF 2020. Ce taux reste encore inférieur au seuil du critère de convergence de la CEDEAO qui est de 35%.

- **Dépenses de biens et services**

Les dépenses de biens et services y compris la RER sont projetées à hauteur de 3 940,7 Mds contre 3 442,2 Mds prévues dans la LFR 2019, soit une augmentation de 498,5 Mds (14,48%). Cette hausse s'explique essentiellement par la préoccupation du Gouvernement à relancer le secteur rural (Agriculture, Elevage, Pêche) d'une part, mais aussi à améliorer les secteurs de la Santé et de l'Education, en vue du respect des engagements souscrits par la Guinée auprès des partenaires techniques et financiers d'autre part. Aussi, le relèvement du niveau des dépenses régaliennes (Défense, Police, Justice et Administration du territoire) visant à garantir l'état de droit et la sécurité de nos concitoyens.

Leur part dans les dépenses courantes s'établit à 23,9% contre 24,25% dans la loi de finances rectificative 2019.

Les dépenses de biens et services absorbent 19,4% des recettes hors dons projetées.

- **Dépenses de transfert**

Cette rubrique de dépenses est évaluée à 5 264,4 Mds dans le projet de loi de finances initiale 2020 contre 4 649,00 Mds dans la LFR 2019, soit une augmentation de 615,4 Mds (13,24%). L'évaluation de cette rubrique prend essentiellement en compte la subvention accordée à l'EDG, le relèvement du niveau de crédits de certaines institutions républicaines et le fonctionnement de certaines entités publiques, notamment l'ANIES, l'AGUIFIL et l'ANASP.

La part des dépenses de transfert dans les dépenses courantes est de 32% contre 32,76 % en loi de finances rectificative 2019.

b. Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement y compris le BAS FNDL/ANAFIC sont évaluées à 10 019,43 Mds contre 9 032,2 Mds en LFR 2019, soit une augmentation de 987,23 Mds (10,9%). Les dépenses d'investissement concernent les acquisitions d'immobilisations corporelles pour 2 510,1 Mds, les immobilisations financières pour 126 Mds, le BAS pour 541,3 Mds et le financement sur ressources extérieures pour 6 842 Mds.

Les dépenses d'investissement y compris le BAS FNDL/ANAFIC sont présentées dans le tableau ci-après :

TYPE DE FINANCEMENT	MONTANT
100% BND	2 383 007 166 302
Contrepartie Finex	590 712 800 000
C2D	203 711 183 698
Total BND	3 177 431 150 000
Prêts	5 659 453 300 000
Dons	1 182 546 700 000
Total finex	6 842 000 000 000
Total BND et Finex	10 019 431 150 000

Les dépenses d'investissement représentent 35,5% des dépenses totales et 6,49% du PIB contre respectivement 36,86% et 6,81% dans la LFR 2019.

Le budget d'investissement est financé à hauteur 8 642 Mds, soit 72,19% sur ressources extérieures et 27,81% sur ressources intérieures contre respectivement 59,2% et 40,8% en LFR 2019. Les ressources extérieures sont réparties en dons pour 1 182,56 Mds et en prêts pour 5 659,45 Mds. Cette tendance s'explique essentiellement par l'engagement des partenaires au développement à accompagner le gouvernement pour le financement du Plan National de Développement Economique Social.

c. Budgets d'Affectation Spéciale

Les budgets d'affectation spéciale sont évalués à 780,1 Mds contre 472,1 Mds en Loi de Finances Rectificative 2019, soit une augmentation de 308,0 Mds (65,24%). Ces budgets sont destinés à financer le Fonds National de Développement Local (FNDL/ANAFIC) pour 541,4 Mds, le Fonds de Développement des Communes de Conakry (FODECON) pour 200,9 Mds et le Registre Social Unifié (RSU) pour 37,8 Mds.

Ventilation des dépenses par ministère et institution

La ventilation des dépenses suivant les Ministères et Institutions constitutionnelles est présentée dans le tableau n°11 ci-dessous.

Tableau N° 11 : Ventilation des crédits par Ministères et Institutions (en milliers GNF).

MINISTERE/INSTITUTION	LFR 2019	PLF 2020	ECART
TOTAL ENSEMBLE MINISTERES ET INSTITUTIONS HORS FINEX	18 153 979 464	19 888 717 321	1 734 737 857
FINEX	5 068 018 400	6 842 000 000	1 773 981 600
TOTAL ENSEMBLE MINISTERES ET INSTITUTIONS Y COMPRIS FINEX	23 221 997 864	26 730 717 321	3 508 719 457
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	462,112,583	372,195,354	-89,917,229

PRIMATURE	74,207,186	87,755,396	13,548,210
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	1,763,080,723	2,018,777,658	255,696,935
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	462,316,217	1,187,742,926	725,426,708
MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	296,338,217	358,170,931	61,832,714
MINISTERE DE LA JUSTICE	141,714,398	152,143,099	10,428,701
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	353,788,323	404,423,817	50,635,494
MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	142,088,470	79,439,229	-62,649,241
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	228,703,627	180,711,608	-47,992,019
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	57,961,300	155,541,953	97,580,653
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	321,474,927	348,627,358	27,152,432
MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE ET DE L'ECONOMIE MARITIME	46,910,791	57,196,342	10,285,552
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	48,651,891	68,830,389	20,178,499
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	1,581,516,376	362,955,027	- 1,218,561,349
MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	60,751,916	107,568,459	46,816,543
MINISTERE DU COMMERCE	40,099,289	45,372,725	5,273,436
MINISTERE DU TOURISME, DE L'HOTELLERIE ET DE L'ARTISANAT	23,536,790	40,864,934	17,328,145
MINISTERE DE LA SANTE	1,444,073,521	1,592,347,709	148,274,188
MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	132,329,281	158,356,465	26,027,184
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION	1,679,917,738	2,022,248,688	342,330,950

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	210,998,938	254,949,371	43,950,432
MINISTERE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	35,482,937	45,997,753	10,514,816
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	38,277,730	61,230,611	22,952,880
ASSEMBLEE NATIONALE	168,351,316	188,777,310	20,425,994
COUR SUPREME	33,138,642	26,391,777	-6,746,865
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	19,427,953	16,006,852	-3,421,101
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	19,371,376	22,919,460	3,548,084
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	23,228,478	8,703,846	-14,524,632
MINISTERE DE LA COOPERATION ET DE L'INTEGRATION AFRCINE	15,460,150	15,460,150	0
SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	62,609,123	66,612,223	4,003,100
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	112,531,622	205,919,130	93,387,508
MINISTERE DES TRANSPORTS	41,640,196	84,821,739	43,181,543
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	10,515,563	11,401,534	885,971
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	932,318,376	812,144,110	-120,174,266
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	52,185,041	122,720,657	70,535,616
MINISTERE DE L'ENERGIE	2,619,997,004	2,526,444,638	-93,552,366
MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	29,294,191	78,565,010	49,270,818
MINISTERE DE L'ELEVAGE	22,833,177	40,151,618	17,318,441
MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES PME	41,242,123	54,073,231	12,831,108
MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	178,541,609	188,063,451	9,521,843

SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	7,335,000	5,667,001	-1,667,999
REGION DE BOKE	574,089	574,089	0
REGION DE FARANAH	459,278	459,278	0
REGION DE KANKAN	574,089	574,089	0
REGION DE KINDIA	574,089	574,089	0
REGION DE LABE	574,089	574,089	0
REGION DE MAMOU	344,450	344,450	0
REGION DE N'ZEREKORE	688,905	688,905	0
MINISTERE DU BUDGET	91,684,767	130,623,089	38,938,322
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	15,047,154	21,356,140	6,308,986
COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	371,999,262	323,550,000	-48,449,262
COUR CONSTITUTIONNELLE	27,362,611	21,985,779	-5,376,832
COUR DES COMPTES	49,403,735	52,097,351	2,693,616
HAUTE COUR DE JUSTICE	1,593,653	1,593,653	0
HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	2,169,836	2,169,836	0
INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	5,483,589	6,854,490	1,370,901
MINISTERE DE LA CITOYENNETE ET DE L'UNITE NATIONALE	9,555,921	15,022,885	5,466,964
MINISTERE EN CHARGE DES INVESTISSEMENTS ET DU PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	15,923,254	26,812,452	10,889,198
MINISTERE CHARGE DES HYDROCARBURES	13,889,638	14,189,637	300,000
MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT	64,162,052	187,631,397	123,469,345
SERVICES RATTACHES DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	0	226,410,207	226,410,207
DEPENSES COMMUNES	3,445,560,895	4,216,339,875	770,778,981

Ventilation fonctionnelle des dépenses

La ventilation des dépenses en fonction des objectifs socio-économiques du gouvernement est présentée dans le tableau suivant :

Tableau n°12 : Ventilation des dépenses par fonction

FONCTIONS	LFR 2019	PLF 2020	PART
701-SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	8 555 151 853 952	10 265 339 408 377	38,40%
T1. CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE	966 620 000 000	1 154 000 000 000	11,24%
T2. DEPENSES DE PERSONNEL	4 511 042 774 186	5 135 492 852 414	50,03%
T3. DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	2 075 223 667 492	2 505 990 655 967	24,41%
T4. DEPENSES DE TRANSFERT	367 479 735 185	495 047 115 694	4,82%
T5. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	624 785 677 089	779 870 284 302	7,60%
FINEX	10 000 000 000	194 938 500 000	1,90%
702-DEFENSE	1 021 342 543 001	1 106 939 287 585	4,14%
T2. DEPENSES DE PERSONNEL	557 558 386 663	617 955 047 000	55,83%
T3. DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	175 017 704 111	191 017 703 085	17,26%
T4. DEPENSES DE TRANSFERT	233 370 472 639	261 399 999 500	23,61%
T5. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	55 395 979 588	36 566 538 000	3,30%
703-ORDRE ET SECURITE PUBLICS	184 306 833 790	730 465 390 465	2,73%
T2. DEPENSES DE PERSONNEL	16 689 653 295	39 380 482 127	5,39%
T3. DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	111 141 974 939	133 074 239 806	18,22%
T4. DEPENSES DE TRANSFERT	20 992 200 337	38 178 368 532	5,23%
T5. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	30 281 005 219	515 651 000 000	70,59%
FINEX	5 202 000 000	4 181 300 000	0,57%
704-AFFAIRES ECONOMIQUES	6 343 148 406 545	8 216 665 239 130	30,74%
T2. DEPENSES DE PERSONNEL	16 607 766 674	7 087 127 595	0,09%
T3. DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	126 779 220 253	163 473 959 659	1,99%
T4. DEPENSES DE TRANSFERT	2 185 243 732 225	2 144 070 815 178	26,09%
T5. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 787 790 587 393	690 797 236 698	8,41%
FINEX	2 226 727 100 000	5 211 236 100 000	63,42%
705-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	788 822 746 092	355 310 668 695	1,33%
T2. DEPENSES DE PERSONNEL	1 312 000 423	1 069 000 000	0,30%
T3. DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	43 357 376 203	44 709 250 695	12,58%
T4. DEPENSES DE TRANSFERT	49 587 253 451	106 243 518 000	29,90%
T5. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	28 752 716 015	30 836 900 000	8,68%
FINEX	665 813 400 000	172 452 000 000	48,54%

706-LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	2 232 399 645 121	1 931 724 369 228	7,23%
T2. DEPENSES DE PERSONNEL	3 704 533 783	286 033 783	0,01%
T3. DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	17 381 608 967	11 900 205 445	0,62%
T4. DEPENSES DE TRANSFERT	111 266 296 370	425 362 630 000	22,02%
T5. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	607 986 306 001	541 204 800 000	28,02%
FINEX	1 492 060 900 000	952 970 700 000	49,33%
707-SANTE	1 176 448 755 691	1 098 280 051 442	4,11%
T2. DEPENSES DE PERSONNEL	6 379 997 601	7 656 000 000	0,70%
T3. DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	505 023 991 700	518 779 811 442	47,24%
T4. DEPENSES DE TRANSFERT	46 706 526 000	79 798 565 000	7,27%
T5. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	288 536 240 390	309 824 775 000	28,21%
FINEX	329 802 000 000	182 220 900 000	16,59%
708-LOISIRS, CULTURE ET CULTE	436 088 391 050	397 952 674 330	1,49%
T2. DEPENSES DE PERSONNEL	2 809 078 135	2 809 078 135	0,71%
T3. DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	129 709 660 479	125 391 846 140	31,51%
T4. DEPENSES DE TRANSFERT	73 665 161 139	82 028 675 055	20,61%
T5. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	189 904 491 297	171 722 775 000	43,15%
FINEX	40 000 000 000	16 000 300 000	4,02%
709-ENSEIGNEMENT	1 260 869 516 107	1 418 783 631 733	15,31%
T2. DEPENSES DE PERSONNEL	13 443 221 284	300 502 228 290	21,18%
T3. DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	216 544 135 791	217 244 134 136	15,31%
T4. DEPENSES DE TRANSFERT	533 738 241 633	538 818 569 307	37,98%
T5. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	314 068 917 399	283 629 900 000	19,99%
FINEX	183 075 000 000	78 588 800 000	5,54%
710-PROTECTION SOCIALE	1 223 400 772 728	1 209 256 600 138	4,52%
T2. DEPENSES DE PERSONNEL	2 394 523 516	1 229 550 477	0,10%
T3. DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	42 017 647 600	29 078 251 600	2,40%
T4. DEPENSES DE TRANSFERT	1 026 959 993 200	1 093 424 133 061	90,42%
T5. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	36 709 008 412	56 113 265 000	4,64%
FINEX	115 319 600 000	29 411 400 000	2,43%
Total général	23 221 979 464 077	26 730 717 321 123	100,00%

L'examen du tableau ci-dessus montre que pour atteindre ses objectifs socioéconomiques, le gouvernement continue à axer ses efforts sur les fonctions Affaires économiques, Services généraux des administrations publiques, Enseignement, logement et équipements collectifs, Défense, Santé et Protection Sociale qui absorbent les 94,45% du montant du budget projeté en 2020.

- Les Services généraux des administrations publiques représentent 38,40% des dépenses totales en PLF 2020. Cette enveloppe essentiellement consacrée à la gouvernance porte sur le pilotage, la poursuite des actions de réformes engagées par le Gouvernement et l'organisation des élections prochaines.
- La fonction Défense reçoit 4,14% du montant en PLF 2020. Cette allocation est destinée, entre autres, au volet réforme du secteur de la défense et à la sécurisation de nos frontières.
- La fonction logement et équipements collectifs bénéficie d'une enveloppe de 7,23% du budget total. Cette enveloppe couvre essentiellement les projets d'adduction d'eau et d'électricité notamment le projet urbain eau de Guinée, le quatrième projet eau de Conakry, l'interconnexion Linsan-Fomi, la réhabilitation du barrage de Donkéa, la construction de la route nationale RN1, le programme de réhabilitation des voiries de Conakry et la construction de la nationale Coyah-Mamou-Dabola.
- Quant à la fonction santé, la prévision est de 4,11% dans le PLF 2020. L'essentiel de cette allocation sera consacré aux services de santé publique et aux services hospitaliers notamment les dispensaires, maternités ainsi qu'aux services de médecine spécialisés.
- La part de la fonction Enseignement du PLF 2020 est de 5,31%. Cette allocation vise à améliorer le système éducatif à travers la qualification du personnel enseignant, l'extension de l'université de Sonfonia et la réhabilitation d'infrastructures scolaires.
- La dotation de la fonction protection sociale est 4,52% dans le PLF 2020. Cette enveloppe servira essentiellement à renforcer l'assistance aux couches vulnérables.

Soldes budgétaires et financements

Les projections du cadrage budgétaire 2020 dégagent un solde déficitaire de -5 024,5 Mds (-3,4 du PIB) contre -3 405,3 Mds (-2,7% du PIB) en LFR 2019.

Le solde de base est de 922,3 Mds (0,63% du PIB) contre 692,9 Mds (0,5 du PIB) à fin décembre 2019.

Le solde déficitaire est couvert par les éléments de financement ci-après :

Ressources de financement.....	7 363 Mds
- Emprunts.....	7 155 Mds
- Remboursements des prêts accordés.....	208 Mds
Charges de financement.....	2 337 Mds
Remboursement du capital des emprunts.....	2 337 Mds

Telle est l'économie du projet de loi de finances initiale 2020.